

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

STRASBOURG, le 11/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALPHA (VEOLIA)

zone industrielle Sandgrube

67560 ROSHEIM

Code AIOT : 0006704098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement ALPHA (VEOLIA) implanté zone industrielle Sandgrube - 67560 ROSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/10/2022 et de l'action collective DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHA (VEOLIA)
- Zone industrielle Sandgrube - 67560 ROSHEIM
- Code AIOT : 0006704098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets et une déchetterie à usage professionnel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action collective déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- suites données à la mise en demeure du 20/10/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/10/2022, article 1 ^{er}	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du classement ICPE	Décret du 06/06/2018, annexe	Sans objet
2	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 04/12/2023, article R.543-200-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 04/10/2023, article R.541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé plusieurs travaux mais n'a pas répondu à la mise en demeure du 20/10/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du classement ICPE

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711
Prescription contrôlée : La situation administrative connue de l'installation relevant de la rubrique 2711 est la suivante : • rubrique 2711-2 : DC, 300 m ³ , tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
Constats : L'exploitant précise que cette activité n'est actuellement pas exercée sur le site et qu'il envisage de la reprendre prochainement. L'installation de tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques relevant de la rubrique 2711 est déclarée sur le site. Le volume de déchets susceptibles d'être entreposés est de 300 m ³ .
Observations : Il convient qu'en cas d'arrêt de l'activité d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant le notifie à la préfète du Bas-Rhin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2023, article R.543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, contractualisation avec un éco-organisme
Prescription contrôlée : [...] un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé [...].
Constats : L'exploitant précise qu'aucun déchet d'équipements électriques et électroniques (DEEE) n'est actuellement entreposé sur le site. Ce type de déchets est récupéré chez les clients et est acheminé directement vers un prestataire habilité à les recevoir. La liste des prestataires habilités à recevoir ce type de déchets et disposant d'un contrat avec un éco-organisme a été présentée. L'exploitant ne dispose pas actuellement d'un contrat avec un éco-organisme, du fait qu'aucun

DEEE ne transite par son site de Rosheim.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant qu'il est nécessaire de disposer d'un contrat avec un éco-organisme, en cas d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/10/2023, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, traçabilité des déchets, registre chronologique
Prescription contrôlée : [...] les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception [...].
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des déchets entrants. Le jour de la visite, ce registre a été présenté à l'Inspection. Aucun déchet d'équipements électriques et électroniques figure sur ce registre pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/10/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : La société [...] est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois [...], les dispositions [...] de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 01/10/2019 : "l'effluent respecte les valeurs limites suivantes au point de rejet n°2 [...]."
Constats : Lors de la visite d'inspection du 30/05/2022, il avait été constaté au point de rejet n°2, des dépassements des valeurs limites d'émission des paramètres DCO, DBO5, MEST, AOX, Indice phénol, azote NTK, ammonium et l'absence de mesure de la température. L'exploitant a effectué plusieurs travaux sur ses installations : <ul style="list-style-type: none"> • le curage de l'ensemble de son réseau de collecte ; • l'augmentation de la fréquence de nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, à un passage trimestriel au lieu de semestriel ; • le remplacement des cassettes de filtration autour de l'obturateur ; • la réparation des parois du séparateur d'hydrocarbures. Les justificatifs des divers travaux ont été présentés à l'Inspection. Des analyses intermédiaires ont été réalisées en avril et juillet 2023. Les résultats montrent toujours des dépassements des valeurs limites d'émission des paramètres DCO, DBO, MEST, Azote NTK et ammonium. Les valeurs mesurées des paramètres Indice phénol (0,09 mg/l) et AOX (0,14 mg/l) sont inférieures aux valeurs limites d'émission (VLE) qui sont respectivement de 0,1 mg/l et de 1 mg/l. Ces deux paramètres sont donc conformes aux VLE.

L'exploitant a poursuivi ses investigations et remplacé un dispositif de réduction du débit des effluents, en septembre 2023. En l'absence d'épisodes pluvieux, l'exploitant n'a pas été en mesure de procéder à des analyses des rejets pour vérifier l'efficacité de ces travaux.

Par courriel du 16/11/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un rapport d'analyses suite aux prélèvements effectués le 26/10/2023. Ce rapport d'analyse montre toujours des dépassements pour les paramètres DCO, DBO, MEST, azote NTK et ammonium. Même si les valeurs mesurées pour ces paramètres sont inférieures à la situation relevée en mai 2022. L'exploitant poursuit ses investigations.

A ce stade, l'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure du 20/10/2022.

Par courrier du 20/10/2023, l'exploitant a demandé, un délai supplémentaire jusqu'au 31/12/2023, pour finaliser les travaux de mise en conformité de ses installations, compte tenu de l'absence d'épisodes pluvieux de l'été 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois
